



MESSAGES CLES

- Près d'un tiers des ménages de **Personnes Déplacées Internes (PDI)** ont connu des **épisodes d'accès insuffisant à l'eau potable**, contre une moyenne nationale d'environ 18 %. Paradoxalement, les PDI qui ne vivent pas dans des camps sont plus susceptibles de déclarer avoir de l'eau potable que celles qui vivent dans des camps, mais celles qui vivent dans des camps sont plus susceptibles d'avoir accès à du savon et à de l'eau non potable pour se laver les mains.
- Près d'un tiers des ménages de PDI **n'ont pas renvoyé leurs enfants à l'école**. Ce chiffre était bien supérieur à la moyenne nationale de 10% des ménages dont les enfants ne sont pas retournés à l'école.
- **Pendant la pandémie, l'accès aux services financiers a été sévèrement limité** à la fois pour les déplacés internes et pour la population burkinabé en général. Au cours de la période d'enquête, les sources informelles telles que les amis et les parents étaient pratiquement la seule source de crédit pour les ménages déplacés, qui empruntaient principalement pour acheter des produits alimentaires (68 %).
- Les ménages déplacés et non déplacés **ont fait face aux chocs** de manières très différentes. Les ménages non déplacés ont indiqué qu'ils comptaient sur l'épargne, la vente d'actifs ou l'aide d'amis. Les ménages déplacés dépendent également de leurs amis, mais se tournent principalement vers les organisations gouvernementales et non gouvernementales, ce qui suggère que les personnes déplacées ont peut-être déjà perdu leurs économies et leurs actifs.
- Des majorités similaires de ménages déplacés internes et non déplacés étaient **préoccupés par les implications sanitaires de la pandémie**, mais alors qu'une part plus élevée de la population nationale était préoccupée par les retombées économiques de la pandémie, les déplacés internes étaient plus susceptibles d'être préoccupés par la sécurité physique et relations sociales.
- Les personnes déplacées (82 pour cent) - en particulier celles qui vivent dans des camps (88 pour cent) - sont beaucoup plus susceptibles d'être disposées à **participer à une campagne de vaccination** que la moyenne nationale (68 pour cent). En ce qui concerne les raisons de la réticence à la vaccination parmi les personnes qui ne veulent pas être vaccinées, la population déplacée était plus sceptique quant à l'efficacité du vaccin mais moins préoccupée par les effets secondaires que la moyenne nationale.



CONTEXTE

Cette note présente les résultats du second tour de l'enquête téléphonique à haute fréquence sur les personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso, qui a été menée entre le 25 mai et le 17 juin 2021. L'enquête a été conçue pour évaluer l'impact socio-économique de la pandémie Covid-19 sur les PDI. Ce brief se concentre sur les modules suivants : l'accès aux services de base, l'accès aux ressources financières, la capacité à faire face aux chocs, les préoccupations liées au COVID-19, et le dépistage et la vaccination du Covid-19. La note se concentre uniquement sur les résultats du cycle de juin. L'analyse des tendances pour les modules du marché du travail et de la sécurité alimentaire, qui sont inclus dans les trois cycles de l'enquête pour l'échantillon des personnes déplacées (mai, juin et juillet), sera incluse dans le résumé du cycle de juillet. L'enquête tire un échantillon aléatoire de ménages déplacés en utilisant comme cadre d'échantillonnage la base de données CONASUR¹, un ensemble de données administratives qui est continuellement mis à jour par le gouvernement du Burkina Faso et qui est censé être une liste complète de toutes les personnes déplacées dans le pays. Au total, 1 156 ménages de personnes déplacées ont été ciblés lors de ce deuxième tour et 1 112 ménages ont été interrogés avec succès, avec un taux de réponse de 96,19 %.

L'enquête sur l'échantillon PDI a été menée en même temps que celle d'un échantillon national représentatif de ménages au Burkina Faso, permettant ainsi d'évaluer les différences potentielles dans l'expérience des personnes déplacées et non déplacées pendant la pandémie. L'enquête sur l'échantillon de personnes déplacées s'est déroulée en même temps que la même enquête sur un échantillon représentatif de 1 946 ménages résidant au Burkina Faso², tiré de l'EHCVM 2018/19³. Tant pour l'échantillon de personnes déplacées que pour l'échantillon national, des poids d'échantillon ont été utilisés pour ajuster les non-réponses⁴ afin de rendre les échantillons aussi représentatifs que possible.

¹ Plus d'informations sur le CONASUR peuvent être trouvées [ici](#).

² Plus d'informations sur l'enquête téléphonique à haute fréquence Covid-19 sur la population non déplacée peuvent être trouvées [ici](#).

³ Plus d'informations sur l'enquête EHCVM peuvent être trouvées [ici](#).

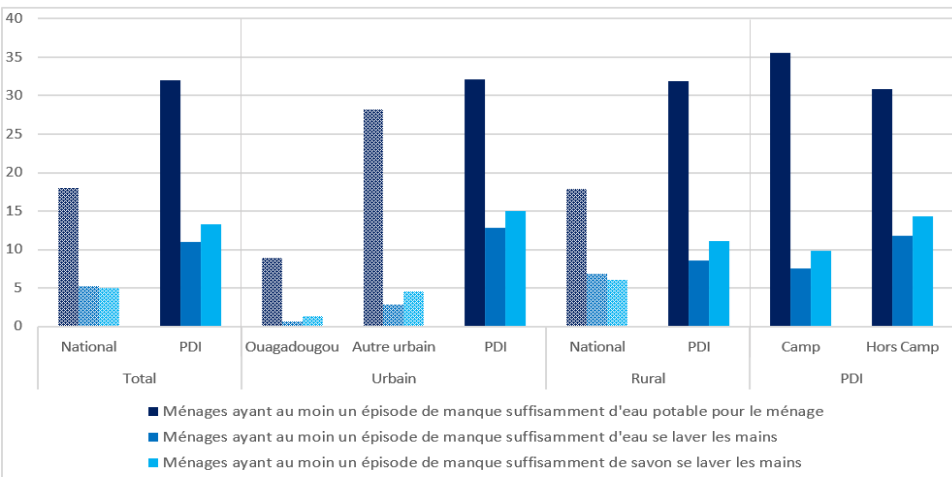
⁴ Pour plus d'informations sur les stratégies d'échantillonnage, voir la Note sur la méthodologie d'enquête.

Dans cette note, « l'échantillon de PDI » fait référence aux répondants tirés de la base de données du CONASUR ; « l'échantillon national » fait référence aux répondants tirés de l'enquête EHCVM (qui, parce qu'elle est représentative de la population en 2018/19, peut inclure certains ménages qui étaient alors ou ont été déplacés depuis). L'échantillon de personnes déplacées n'inclut aucun ménage de la zone de Ouagadougou car moins de 1 % des personnes déplacées incluses dans la base de sondage CONASUR vivaient à Ouagadougou lorsque l'échantillon a été tiré. Par conséquent, pour faciliter la comparaison au sein des zones urbaines, les statistiques sur les PDI urbains de l'échantillon CONASUR sont présentées aux côtés des statistiques nationales urbaines de l'échantillon EHCVM désagrégées par Ouagadougou et les autres zones urbaines.

ACCÈS AUX BESOINS DE BASE : EAU ET HYGIÈNE

La précarité des conditions de vie de la population déplacée se reflète dans les difficultés qu'elle a rencontrées pour accéder aux besoins fondamentaux tels que l'eau et l'hygiène pendant la pandémie. La Figure 1 indique le pourcentage de ménages qui ont connu un accès insuffisant à l'eau potable, à l'eau pour se laver les mains et au savon au cours de la semaine précédant l'entretien. Les ménages PDI étaient plus susceptibles de connaître chacun de ces problèmes que les ménages de l'échantillon national comparable : 32 % des PDI n'avaient pas assez d'eau potable (contre 18 %), 11 % n'avaient pas assez

Figure 1 : Ménages avec des épisodes d'accès insuffisant à l'eau et aux besoins d'hygiène de base au cours des 7 derniers jours^{5,6}



d'eau pour se laver les mains (contre 5 %) et 13 % n'avaient pas assez de savon (contre 5 %). On constate également des différences dans l'accès à ces services à l'intérieur et à l'extérieur des camps. Une part plus importante des ménages de personnes déplacées vivant hors du camp n'avaient pas d'eau non potable (11,8 %) ni de savon (14,3 %), par rapport aux ménages vivant dans le camp, dont 7,6 % n'avaient pas d'eau non potable et 9,9 % n'avaient pas de savon. Pourtant, de manière quelque peu surprenante, les ménages de personnes déplacées vivant dans des camps étaient plus susceptibles de signaler des incidents au cours desquels ils manquaient d'eau potable (35,6 %) que les ménages PDI ne vivant pas dans des camps (30,8 %).

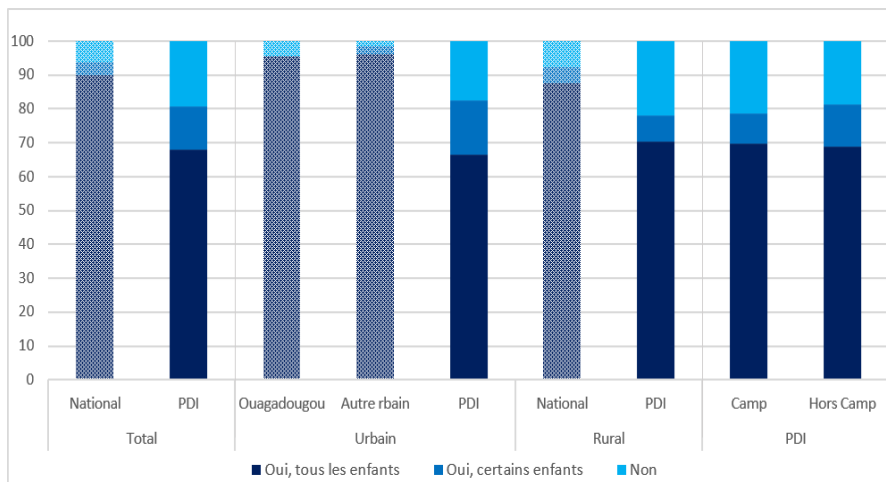
⁵ Ici, comme dans d'autres graphiques de cette note, « national » fait référence à un échantillon représentatif de la population du Burkina Faso, qui comprend de manière appropriée une petite fraction de ménages déplacés. Étant donné que très peu de ménages déplacés se trouvent à Ouagadougou, l'échantillon urbain national est divisé entre Ouagadougou et d'autres zones urbaines pour assurer à la fois la comparabilité et l'exhaustivité.

⁶ Dans les graphiques de ce rapport, les résultats de l'échantillon national sont en tons clairs et les résultats des personnes déplacées sont en couleurs saturées.

EDUCATION

Les fermetures d'écoles ont probablement eu un impact disproportionné sur les ménages PDI. Comme l'illustre la Figure 2, après la réouverture des écoles en octobre 2020, environ 32 % des ménages déplacés avaient au moins un enfant qui fréquentait l'école avant la fermeture des écoles en mars 2020 mais qui n'y est pas retourné ; en outre, 19,3 % des ménages déplacés n'ont envoyé aucun de leurs enfants d'âge scolaire à l'école. Cette dynamique est bien plus élevée que la moyenne nationale pour laquelle seulement 10 % des ménages n'ont pas renvoyé tous leurs enfants à l'école après la réouverture. Il existe des différences significatives entre les ménages urbains et ruraux, tant pour l'échantillon national que pour l'échantillon des personnes déplacées. Parmi les deux groupes, nous avons observé un pourcentage plus élevé de ménages dans les zones rurales qui n'ont pas renvoyé leurs enfants à l'école par rapport à leurs compatriotes urbains. En outre, les enfants vivant dans les camps étaient légèrement plus susceptibles d'être affectés que les enfants vivant dans les camps : bien qu'un niveau similaire des deux groupes était susceptible de renvoyer tous leurs enfants à l'école (69 % pour les ménages de PDI hors camp et 70 % pour les ménages dans les camps), 19 % des PDI hors camp n'ont renvoyé aucun de leurs enfants, contre 22 % des ménages dans les camps.

Figure 2 : Ménages ayant envoyé leurs enfants à l'école après la réouverture de l'école





CHOCS ET MÉCANISMES D'ADAPTATION

L'enquête a porté sur les chocs subis au cours des deux mois précédant l'entretien et sur les stratégies adoptées par les ménages face à ces chocs. Comme le montre la Figure 3, le choc le plus courant pour les ménages PDI et l'échantillon national a été une augmentation des prix des principaux produits alimentaires consommés, qui a été subie par 58 % des PDI - un taux bien inférieur aux 73 % de l'échantillon national. Les ménages de personnes déplacées (vivant à l'intérieur et à l'extérieur des camps) ont subi le deuxième choc le plus courant - la maladie d'un membre du ménage gagnant - au même taux que la moyenne nationale. Cependant, les ménages de l'échantillon national étaient trois fois plus susceptibles que les ménages déplacés de subir des vols (récoltes, argent, bétail ou autres biens) : 19,2 % contre 6,3 %. Même ainsi, cette difficulté apparente pour l'échantillon national peut simplement indiquer un manque comparatif d'actifs parmi les personnes déplacées. Les "autres chocs" subis par 17% des ménages déplacés étaient principalement liés à des pénuries alimentaires et à la sécurité physique.

Figure 3 : Chocs courants subis par les ménages

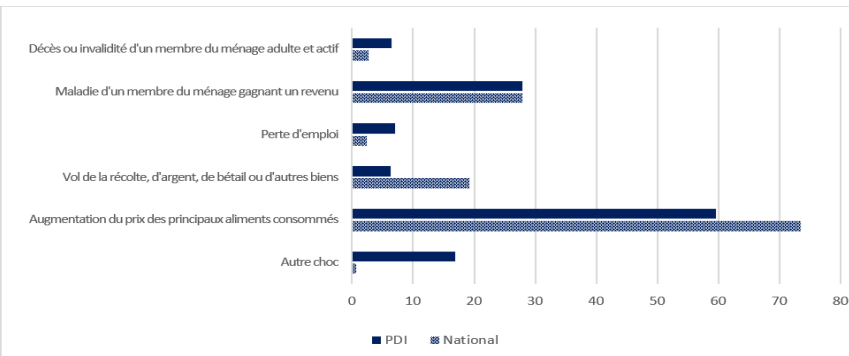
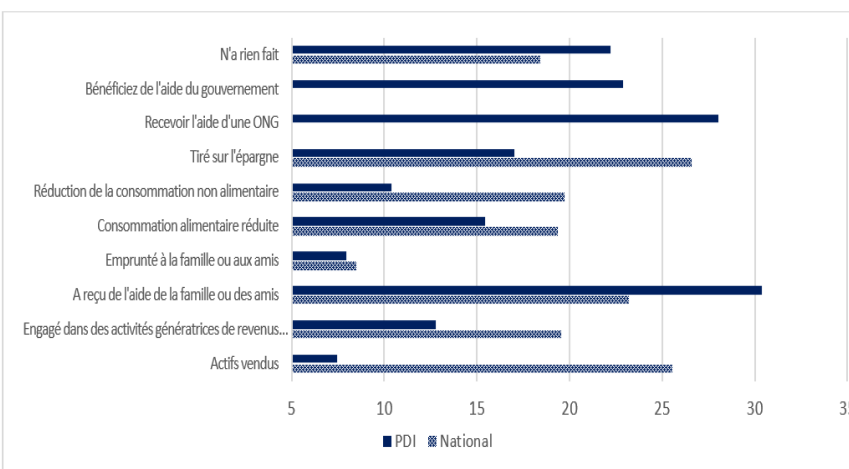


Figure 4 : Stratégies d'adaptation des ménages aux chocs subis au cours des 2 mois précédents



Malgré des taux de chocs assez similaires à ceux de la pandémie de COVID-19, les réponses des ménages déplacés à ces chocs ont été très différentes de celles des ménages nationaux moyens au cours des deux mois précédant l'enquête (Figure 4). Les ménages déplacés ont principalement fait face aux chocs grâce au soutien de la famille ou des amis (30,3 %), des ONG (28 %) et du gouvernement (22,9 %). Dans l'ensemble du pays, cependant, les ménages étaient plus susceptibles de compter sur l'épargne du ménage (26 %) et la vente d'actifs (25,6 %), bien qu'ils aient également fait appel à la famille et aux amis (23 %). De manière surprenante, l'échantillon national a montré une plus grande incidence de réduction de la consommation alimentaire et non alimentaire que l'échantillon PDI. Malgré cela, les personnes déplacées sont cinq fois plus susceptibles de déclarer qu'elles ne pouvaient pas acheter l'un des trois produits alimentaires de base. Comme nous ne connaissons pas la consommation réelle ou la disponibilité de l'épargne ou des actifs, nous ne pouvons pas dire de manière définitive si les ménages non déplacés sont matériellement plus mal lotis que les ménages déplacés, mais il semblerait probable que les ménages non déplacés disposaient simplement de plus d'actifs, d'épargne et de consommation pouvant être réduits ; les personnes déplacées ont probablement perdu ces ressources au cours du processus de déplacement.



ACCES AUX MARCHES DU CREDIT

Dans ce cycle de collecte de données, on a demandé aux ménages s'ils avaient réussi à obtenir un prêt auprès d'une source formelle ou informelle au cours des 12 mois précédant l'enquête. La Figure 5 montre qu'en dépit du stress économique induit par la pandémie au cours de cette période, peu de ménages ont accédé au crédit pour atténuer ces effets. Seuls 20 % des ménages au niveau national et 22,6 % des ménages PDI ont eu accès au crédit au cours des 12 mois précédant l'enquête. Parmi ceux qui ont emprunté, les sources informelles telles que les amis et les parents étaient clairement la principale source de crédit au Burkina Faso, bien qu'il y ait une différence significative dans l'incidence des emprunts entre les échantillons nationaux et ceux des personnes déplacées. En effet, près de 90 % des ménages de déplacés internes ont emprunté à des amis, contre 60 % de la population nationale (voir Figure 6). Environ 8 % à 12 % des ménages nationaux ont également emprunté à des institutions de microfinance, des banques ou des sociétés coopératives, mais presque aucun ménage PDI n'a emprunté à des sources autres que des amis/parents ou des prêteurs.

Figure 5 : Part des ménages ayant eu accès à des ressources financières au cours des 12 derniers mois

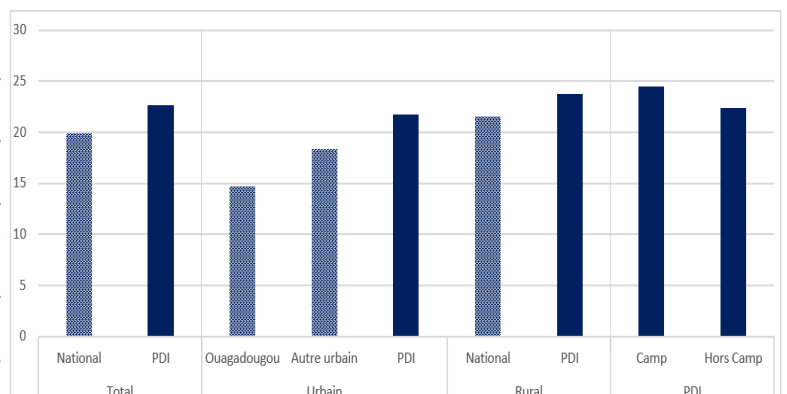


Figure 6 : Etablissements de crédit utilisés (ou tentés) par les ménages

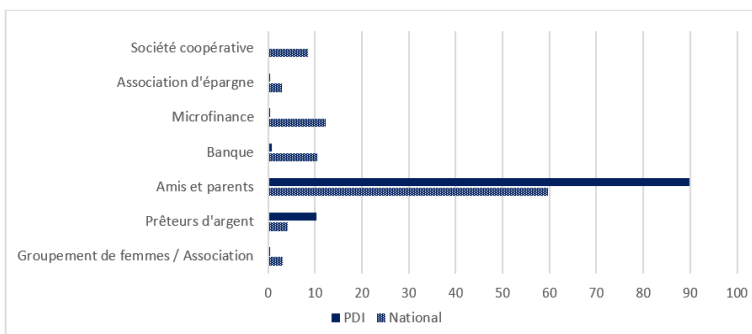
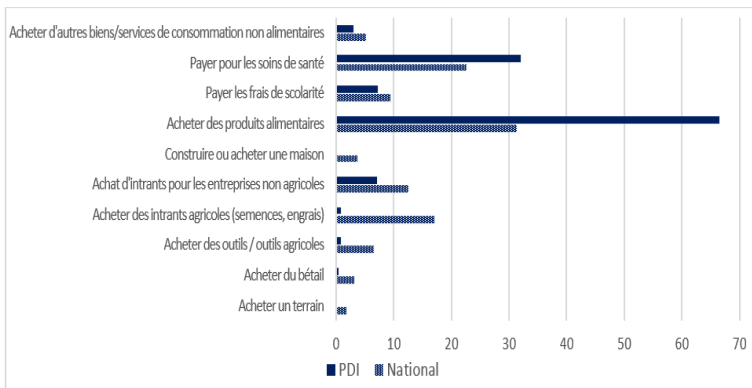


Figure 7 : Principal motif d'emprunt de ressources financières



Les ménages de personnes déplacées et les ménages de l'échantillon national ont utilisé ces ressources financières de manière très différente, reflétant des circonstances socio-économiques très différentes. Les personnes déplacées étaient plus susceptibles d'utiliser l'argent pour des achats de survie (nourriture, soins de santé) tandis que les achats d'investissement (entreprises agricoles et non agricoles, logement et même éducation) étaient nettement plus courants parmi les ménages de l'échantillon national, comme le montre la Figure 7.

Les ménages déplacés et les ménages de l'échantillon national ont utilisé ces ressources financières de manière très différente, reflétant des circonstances socio-économiques très différentes. Les déplacés internes étaient plus susceptibles d'utiliser l'argent pour des achats de survie (nourriture, soins de santé) tandis que les achats d'investissement (entreprises agricoles et non agricoles, le logement et même l'éducation) étaient nettement plus fréquents parmi les ménages de l'échantillon national, comme le montre la figure 7.

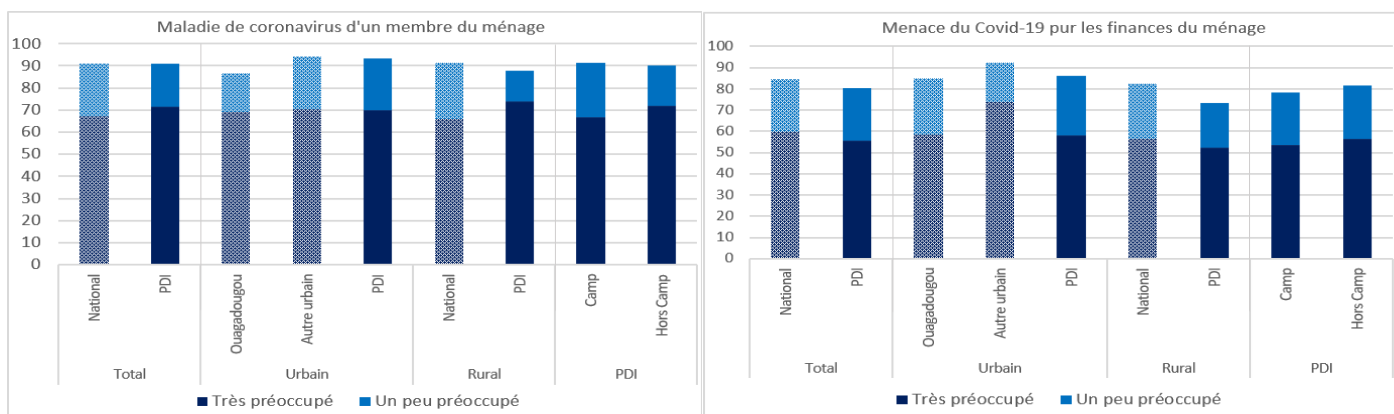
En effet, environ 66 % des ménages PDI ayant emprunté au cours des 12 derniers mois ont utilisé l'argent pour acheter des produits alimentaires ; bien que ce soit également la principale utilisation du financement externe pour l'échantillon national, ces ménages étaient deux fois moins susceptibles que les PDI d'acheter de la nourriture. Le

paiement des soins de santé était également la deuxième catégorie de dépenses la plus courante pour les déplacés internes et les ménages nationaux, mais là encore, les déplacés internes étaient beaucoup plus susceptibles de dépenser (32 % contre 22 %). Les ménages de l'échantillon national étaient en tête dans toutes les autres catégories : consommation non alimentaire, éducation, logement, entreprise non agricole et agroalimentaire (intrants agricoles, outils, bétail et terres).

SOURCES DE PRÉOCCUPATION : SANTÉ, FINANCES, CONFIANCE SOCIALE ET SÉCURITÉ PHYSIQUE

Ce cycle d'enquête s'est également enquis des préoccupations concernant l'impact de la pandémie sur la santé et les finances, et a posé des questions sur la confiance sociale et la sécurité physique perçues dans les communautés des répondants. La Figure 8 ci-dessous montre les deux principaux niveaux d'inquiétude des répondants concernant l'impact de la pandémie : sur la santé et sur les finances familiales. Plus de 90 % des ménages de l'échantillon des personnes déplacées et de l'échantillon national semblent être préoccupés ou très préoccupés par les conséquences de la pandémie sur la santé⁷. De plus, les répondants de l'échantillon national semblent être relativement plus préoccupés par les retombées économiques de la pandémie que les répondants PDI. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les ménages déplacés dépendent davantage de l'aide et des sources de soutien extérieures, tandis que les ménages de l'échantillon national comptent davantage sur leurs propres entreprises, qui sont plus susceptibles d'être affectées par la pandémie. De plus, les ménages déplacés vivant hors des camps sont légèrement plus susceptibles d'être inquiets de l'impact financier de la pandémie (56 % des ménages sont très inquiets et 25 % sont inquiets, 81 % au total) que les ménages déplacés vivant dans des camps (78 % au total).

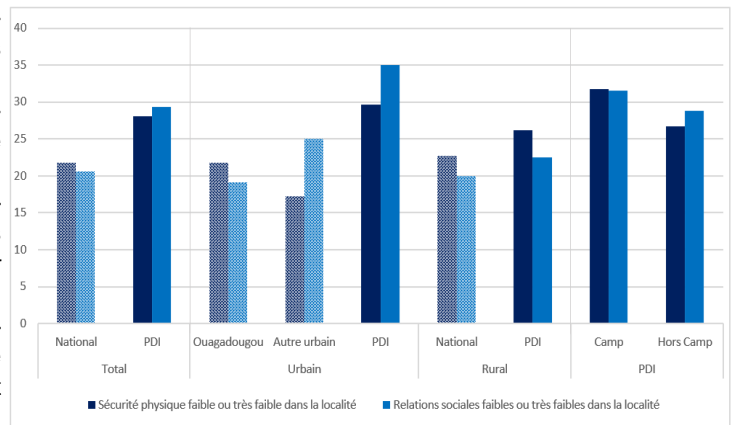
Figure 8 : Répondants préoccupés ou très préoccupés par les impacts sanitaires et financiers du Covid-19



⁷ Ce module demande si le répondant est très inquiet, plutôt inquiet, pas trop inquiet ou pas du tout inquiet de l'impact sanitaire et financier du Covid-19.

La figure 9 montre le pourcentage de répondants qui ont déclaré avoir un niveau faible ou très faible de sécurité physique et de relations sociales dans leur communauté. Dans l'ensemble, les personnes déplacées se sentent plus concernées par la sécurité physique (28 %) et les relations sociales (29 %) que les personnes non déplacées (21 % et 20 %, respectivement). Nous observons également des différences entre les répondants urbains et ruraux : Les PDI en milieu urbain sont le sous-groupe le plus susceptible de ressentir une confiance sociale faible ou très faible (35 %), et les PDI dans les camps sont le sous-groupe le plus susceptible de ressentir une faible sécurité physique (32 %). Tant pour les personnes déplacées que pour l'échantillon national, les personnes vivant en zone rurale sont plus susceptibles de ressentir une faible sécurité physique et celles vivant en zone urbaine sont plus susceptibles de ressentir une faible confiance sociale.

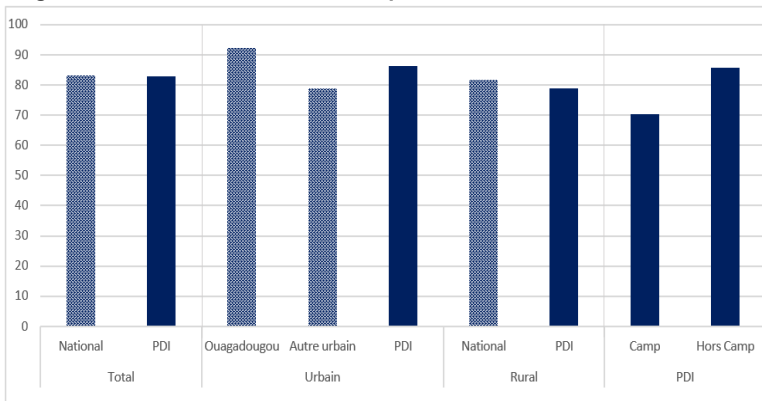
Figure 9 : Répondants dont la perception des relations sociales et de la sécurité physique est faible ou très faible



TEST COVID-19 ET RÉCEPTIVITÉ À LA VACCINATION

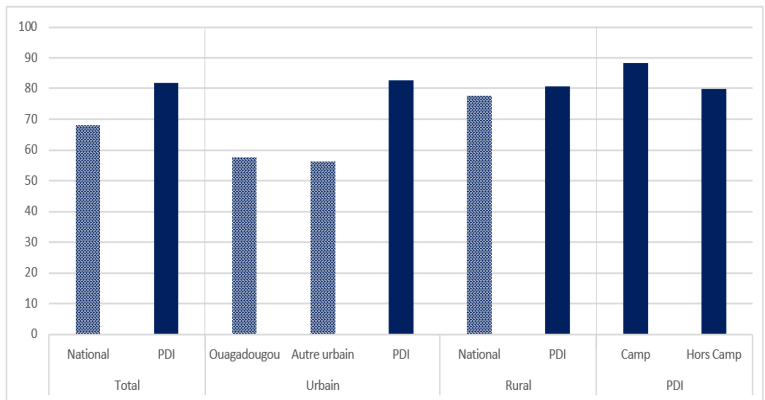
Ce cycle de collecte de données a également interrogé les répondants sur leur réceptivité aux tests Covid-19 et à la vaccination. La figure 10 ci-dessous montre une volonté généralement élevée de participer à des tests Covid-19 gratuits. Dans l'ensemble, 83 % des personnes déplacées et des répondants de l'échantillon national ont indiqué qu'ils seraient prêts à subir un test de dépistage du Covid-19. Lorsqu'on les désagrège au niveau urbain ou rural, les résultats montrent de légères différences : dans les zones urbaines en dehors de la capitale, une plus grande proportion de personnes déplacées (86 %) que de personnes de l'échantillon national (79 %) seraient prêtes à subir un test de dépistage du Covid-19, alors que dans les zones rurales, une plus grande proportion de personnes de l'échantillon national sont prêtes à subir un test (82 % contre 79 %). Des différences significatives sont également observées entre les personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur des camps, où les personnes déplacées à l'extérieur des camps sont beaucoup plus nombreuses à vouloir être testées (86 %) que celles vivant dans les camps (70 %).

Figure 10 : Volonté de se faire tester pour la COVID-19



que celles vivant dans les camps (70 %). La réceptivité déclarée au vaccin était élevée, en particulier chez les personnes déplacées : comme le montre la figure 11, 82 % des PDI ont déclaré vouloir être vaccinées, contre 68 % des répondants de l'échantillon national^{8, 9}. Cette différence n'est nulle part plus évidente que parmi les répondants urbains : Bien que près de 83 % des personnes déplacées vivant en milieu urbain soient disposées à se faire vacciner, seuls 56 % des répondants nationaux comparables (et 57 % à Ouagadougou) indiquent qu'ils seraient vaccinés. Nous observons également des différences significatives dans la volonté de se faire vacciner au sein de la population PDI : 88 % des personnes déplacées vivant dans des camps sont prêtes à se faire vacciner, contre 80 % des PDI vivant hors des camps.

Figure 11 : Consentement à se faire vacciner contre le Covid-19



Les raisons de l'hésitation à se faire vacciner sont différentes selon les sous-groupes. Près de la moitié des répondants de l'échantillon national qui hésitent à se faire vacciner ont cité la crainte des effets secondaires potentiels (45 %) comme leur

⁶ Selon [Notre Monde en base de données](#) à la date d'achèvement du Round 2 seulement 0,09% de la population a reçu au moins une dose de vaccin contre le Covid-19.

⁷ Cette tendance à une plus grande réceptivité parmi les déplacés a également été constatée dans d'autres pays dans une récente étude [du Centre conjoint de données de la Banque mondiale et du HCR](#).

Cette note a été élaborée par Clarence Tsimpo Nkengne, Marco Tiberti et Marco Costantini de la Banque Mondiale, Harriet Mugera et Jeff Tanner de WB-UNHCR Joint Data Center on Forced Displacement (JDC) et Zakaria Koncobo de Institut National de la Statistique et la Démographie (INSD). L'équipe a bénéficié des commentaires utiles de Maja Lazic (UNHCR). La note a été préparée sous la direction de Bjorn Erik Gillsater (JDC), Johan A. Mistiaen (Banque Mondiale), Boureima Ouedraogo, and Jean Edouard Odilon Doamba (INSD). L'équipe reconnaît le soutien essentiel de CONASUR dans l'accès à de la base de sondage.

Pour plus de détails, visitez <http://surveys.worldbank.org/covid-19> ou <http://www.insd.bf/n/>